

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5077 - Lundi 09 Mars 2026 - Prix : 200 Fc

FONDATION HAZI HAKI :

Sanaa Chouzour et l'équipe DJELEZE à l'honneur



Sanaa honorée par Haki Hazi.

ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraledjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m2 - 49€/m2

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m2 - 60€/m2

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l océan.
-> 1.200m2 - 49€/m2 / -> 2.492m2 - 49€/m2

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m2 - 49€/m2

Contact whatsapp : +269 333 21 02

19 Ramadan 1447

Prières aux heures officielles

Du 06au 10 Mars 2026

Lever du soleil:

06h 10mn

Coucher du soleil:

18h 27mn

Fajr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 22mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



CÉLÉBRATION DU 8 MARS :

Le numérique, un levier d'émancipation pour les femmes

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, une Master class consacrée au numérique comme outil d'émancipation des femmes s'est tenue samedi 7 mars dernier à Moroni. Organisée autour d'intervenantes engagées dans le développement numérique aux Comores, cette rencontre a mis en lumière le rôle croissant des technologies dans l'autonomisation économique et professionnelle des femmes.

Animée notamment par la cofondatrice de Comores en ligne, la cheffe du département innovation de l'ANADEN et la directrice exécutive de l'Ingénierie du développement, la conférence a envoyé un signal fort : le leadership féminin local contribue désormais à structurer les débats et les solutions autour du numérique. L'événement a également permis de consolider les réseaux, de rendre visibles des parcours inspirants et de présenter le numérique comme un levier concret d'autonomie, de formation et de revenus pour les femmes. Aicha

Abdourahim, cheffe du département de l'innovation à l'ANADEN, a mis l'accent sur les opportunités économiques offertes par les réseaux sociaux. Selon elle, le numérique constitue aujourd'hui un outil concret permettant aux femmes d'accéder à de nouvelles perspectives professionnelles.

« Le numérique ouvre un accès direct aux offres d'emploi et aux formations, favorise l'autonomie financière grâce à la vente en ligne et aux micro-services, et permet de gagner du temps dans les démarches administratives. Il crée également des réseaux d'entraide pratiques et renforce la visibilité professionnelle », a-t-elle expliqué, tout en soulignant l'importance de disposer d'un téléphone fiable, d'un accès abordable à Internet et de connaissances de base en sécurité numérique. De son côté, Nasma Assoumani Saandi, directrice exécutive d'Ingénierie du développement, a insisté sur l'importance de soigner son image en ligne afin de protéger ses opportunités professionnelles et sa sécurité. Selon elle, des profils cohérents renforcent la



Le numérique pour célébrer la journée de la femme.

crédibilité professionnelle, tandis que la limitation des informations personnelles permet de réduire les risques de harcèlement ou d'arnaques. « Paramétrer la géolocalisation, séparer les comptes personnels et professionnels, vérifier chaque publication et contrôler son empreinte numérique constituent aujourd'hui des réflexes essentiels », a-t-elle expliqué.

Elle a également rappelé que l'espace numérique comporte certains risques pour les femmes, notamment le cyberharcèlement, les atteintes à la vie privée ou encore les arnaques en ligne. Face

à ces défis, elle plaide pour une meilleure éducation au numérique et pour des mécanismes de soutien adaptés. « L'hygiène numérique et la sensibilisation restent primordiales pour se protéger efficacement », a-t-elle ajouté. Malgré ces défis, elle encourage les femmes à s'orienter vers l'innovation numérique, qu'elle considère comme une véritable porte vers la réussite. Selon elle, les technologies peuvent transformer les opportunités professionnelles et renforcer l'autonomie économique des femmes.

Au terme des échanges,

Youstina Sidi, cofondatrice de Comores en ligne, a souligné que la réussite dans le numérique repose avant tout sur la capacité à se différencier et à créer de la valeur. « Tout commence par une idée et une vision. Depuis Moroni, on peut travailler et facturer dans le monde entier. Il suffit de l'excellence, de la vision et d'une bonne utilisation d'Internet », a-t-elle affirmé, appelant les jeunes à utiliser les outils numériques de manière productive. Elle a même rappelé que le numérique offre aux femmes de nouvelles possibilités professionnelles, notamment grâce au télétravail, aux boutiques en ligne et aux missions freelance. Ces opportunités permettent une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail et facilitent l'équilibre entre vie professionnelle et responsabilités familiales. « Le numérique transforme le travail des femmes en offrant une flexibilité horaire et géographique. Il permet de concilier plus facilement les activités professionnelles avec les responsabilités familiales », a-t-elle conclu.

El-Aniou Fatima

CULTURE :

L'Alliance Française aux couleurs du Marché

Alors que le mois sacré de Ramadan bat encore son plein, l'Alliance Française de Moroni s'est transformée, du 6 au 8 mars dernier, en un véritable carrefour de l'artisanat et de la culture.

Dès l'entrée de l'Alliance Française, le ton est donné. Une effervescence particulière règne dans le hall extérieur et sur la terrasse, transformés pour l'occasion en souk moderne et coloré. Le Marché de l'Aïd, devenu un rendez-vous incontournable depuis quelque temps, propose une immersion totale dans le savoir-faire comorien. Ouvert toute la journée, l'événement n'a pas désempli jusqu'au 8 mars. Les stands se sont succédé sans se ressembler. Les amateurs de mode se sont pres-

sés autour des portants de vêtements traditionnels et modernes, où les broderies fines côtoyaient des tissus simples adaptés à la saison. Comme d'habitude, la véritable star de cette édition a encore été le produit local : les cosmétiques bio, à base d'ylang-ylang et de coco, ont attiré une clientèle soucieuse de naturalité, tandis que les étals d'épices fraîchement moulues ont embaumé l'air de notes de cannelle et de girofle.

L'artisanat a également été à l'honneur, avec des bijoux en argent ciselé et des objets de décoration uniques. Chaque stand racontait l'histoire d'artisans passionnés qui ont profité de cette vitrine pour valoriser l'identité culturelle de l'archipel. Dans les allées, le bal des visiteurs a été

incessant. Entre négociations et retrouvailles amicales, l'ambiance était à la fête. Au détour d'un stand de produits de beauté artisanaux, nous rencontrons une mère de famille venue de Mitsamiouli pour l'occasion. Son panier est déjà bien rempli.

« C'est devenu un rituel pour

moi. Ce que j'aime ici, c'est que je trouve presque tout au même endroit. Des abayas de qualité, une robe pour la fête et surtout ces produits bio pour la peau que l'on ne trouve pas facilement ailleurs. On sent que les produits sont faits avec amour, et en achetant ici, on soutient nos entrepreneurs locaux, »

nous confie-t-elle avec un large sourire. Le marché a finalement fermé ses portes le 8 mars, laissant derrière lui des visiteurs comblés, repartis avec des trésors authentiques pour célébrer l'Aïd en beauté.

Hamdi Abdillahi Rahilie



Edition 2026 du marché de l'Alliance française.

AVIS D'APPEL D'OFFRE



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) informe le public qu'il a lancé un appel d'offre pour le recrutement Consultant (e) national (e) Spécialiste en Génie Civile :

Les Termes de Références sont disponibles dans la plateforme **Quantum, UNGM et Procurement Notice** suivant les liens ci-dessous :

1. Négociation UNDP-COM-00203 dans Quantum ;
2. Procurement notice: Procurement Notices - UNDP-COM-00203 - Recrutement d'un (e) Consultant (e) national (e) Spécialiste en Génie Civile ;
3. UNGM: <https://www.ungm.org/UNUser/Notice/292737>

Date limite de remise des offres : **17/03/2026 à 14H00 GMT+3 (heure locale de Moroni).**

Les dossiers complets ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés suivant les liens de publication ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être adressées, à partir de Quantum, sinon dans à l'adresse de messagerie ci-dessous si vous n'êtes pas encore enregistrés dans Quantum : achats.km@undp.org

Adresse de dépôt des offres en ligne uniquement :

Les offres doivent être soumises **uniquement en ligne aux dates et heures indiquées dans le système Quantum. Toute offre envoyée dans un autre canal sera considérée irrecevable.**

Dans le cas où vous êtes intéressés mais non encore enregistrés dans la plateforme « Quantum » des opportunités du PNUD, prière écrire à l'adresse achats.km@undp.org pour obtenir une assistance.

FONDATION HAZI HAKI :

Sanaa Chouzour et l'équipe DJELEZE mises à l'honneur

À l'occasion du mois sacré de Ramadan, la Fondation Hazi Haki a organisé, jeudi 5 mars 2026 à Moroni, son traditionnel grand iftar. Cette rencontre conviviale a également été marquée par une cérémonie de reconnaissance consacrée aux parcours inspirants. Cette année, la distinction de « Membre de l'année » a été attribuée à Sanaa Chouzour, tandis que l'équipe de l'émission DJELEZE, dont elle est coproductrice, a également été honorée.

Dans son allocution, le président de la fondation, Saïd Abdallah Mchangama, a salué le parcours d'une femme engagée qu'il considère comme un modèle pour la société comorienne. Il a rappelé que la mission de la fondation est de valoriser les personnalités qui contribuent, par leur travail et leur engagement, au développement culturel et social du pays. Selon lui, Sanaa Chouzour incar-

ne pleinement ces valeurs par son implication dans plusieurs initiatives culturelles et associatives. Très émue par cette distinction, Sanaa Chouzour a tenu à remercier la fondation ainsi que l'ensemble des personnes qui l'accompagnent dans ses projets. Elle a également insisté sur la dimension collective de l'aventure DJELEZE. Selon elle, derrière chaque émission se trouve une équipe engagée qui partage la conviction que le travail et la créativité peuvent contribuer à transformer la société. Lancée il y a trois ans presque spontanément, l'émission a depuis permis de mettre en lumière plus d'une cinquantaine de talents comoriens. Elle a également tenu à rendre hommage à sa famille, dont le soutien lui permet de mener de front ses engagements professionnels et associatifs. Elle a notamment salué la compréhension de son mari et de ses enfants, qui l'accompagnent dans ce parcours exigeant.

La soirée a également été marquée par l'intervention de Aboubacar Saïd Tourqui, connu sous les initiales AST. Celui-ci a été remercié par l'équipe DJELEZE pour avoir mis gracieusement ses studios à disposition afin de permettre la réalisation de l'émission. Dans son intervention, il a exprimé sa gratitude envers la fondation et salué l'énergie et la détermination de Sanaa Chouzour. Un moment particulièrement chaleureux a été partagé lorsque le père de la lauréate, Sultan Chouzour, a raconté une anecdote familiale avec humour. Il s'est souvenu qu'on le surnommait autrefois « directeur de cabinet » au sein même de sa maison. Il a raconté qu'un jour, alors que sa fille avait entendu à la radio qu'il venait d'être nommé à ce poste, elle lui avait demandé avec innocence si elle pouvait aller aux toilettes. Cette anecdote, accueillie par les rires et les applaudissements de l'assistance, a rappelé l'importance des racines familiales dans le

parcours de Sanaa Chouzour.

La cérémonie s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle. Membres de la fondation et invités ont partagé un moment de convivialité autour d'un repas d'iftar. L'édition 2026 restera marquée par la

reconnaissance d'une collègue engagée au sein de La Gazette des Comores et du GSFA, mais aussi par l'hommage rendu à une équipe qui contribue à renouveler le paysage audiovisuel comorien.

Aticki Ahmed Ismael

Qui est Sanaa Chouzour ?

Figure active de la scène culturelle comorienne, Sanaa Chouzour est membre engagée de la Fondation Hazi Haki. Elle anime la médiathèque du GSFA, collabore avec La Gazette des Comores et coproduit l'émission DJELEZE. Très impliquée dans les initiatives culturelles, elle participe également à l'organisation et à la communication des Trophées Meritcom.

DJELEZE, une émission qui valorise les talents

Coproduite par Oustadh Padré et Sanaa Chouzour avec l'équipe de Interface Prod Cineast, l'émission DJELEZE met en lumière les talents comoriens à travers des échanges autour de thématiques sociales, économiques et culturelles. Innovant et interactif, le programme s'est imposé comme un espace d'expression apprécié, notamment par la jeunesse. Grâce au soutien de partenaires comme Aboubacar Saïd Tourki, qui a mis ses studios à disposition, l'émission a déjà permis de révéler de nombreux profils inspirants.

ONICOR – MOHÉLI

Deux ans d'attente pour des commerçants indignés

À Mohéli, plusieurs commerçants attendent toujours la livraison du riz commandé auprès de l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (ONICOR) depuis près de deux ans. Pendant que certains clients de Ngazidja auraient commencé à recevoir une partie de leur marchandise, sur l'île de Mwali l'impatience grandit. Entre prêts bancaires à rembourser, explications jugées peu convaincantes et rumeurs d'une nouvelle cargaison destinée à d'autres clients, la colère monte chez ces opérateurs économiques qui dénoncent une situation devenue, selon eux, incompréhensible.

À Mohéli, le riz de l'ONICOR se serait transformé en mirage. Plusieurs commerçants affirment attendre depuis près de

deux ans la livraison de centaines de tonnes de riz commandées auprès de la société nationale. Une longue attente qui commence sérieusement à peser sur leurs activités. Selon ces opérateurs économiques, la situation serait différente ailleurs dans l'archipel. À Ngazidja, disent-ils, certains clients auraient déjà reçu plus de la moitié des quantités commandées. Une information qui alimente la frustration à Mwali, où les sacs de riz promis restent introuvables. Pour ces commerçants, l'enjeu n'est pas seulement commercial. Beaucoup expliquent avoir contracté des prêts bancaires afin de financer l'achat de cette marchandise, convaincus qu'ils pourraient rapidement la mettre sur le marché et rembourser leurs dettes. Deux ans plus tard, la marchandise se fait toujours attendre, tandis que les échéances, elles, n'ont jamais pris de retard.

Face à cette situation, plusieurs d'entre eux se sont regroupés au sein d'un collectif informel qu'ils qualifient eux-mêmes de « groupe des indignés ». Leur objectif : faire entendre leur voix et obtenir des explications claires sur le sort de leurs commandes. La tension est montée d'un cran ces derniers jours après l'annonce de l'arrivée prochaine d'une nouvelle cargaison de riz à Mohéli. Selon ces commerçants, cette livraison pourrait être destinée à d'autres clients alors qu'eux-mêmes n'ont toujours pas reçu les quantités commandées depuis des mois, voire des années. Une perspective qui passe très mal. « Nous irons jusqu'au bout », préviennent certains d'entre eux, déterminés à ne pas laisser passer ce qu'ils considèrent comme une injustice.

Du côté des explications avan-



Siège ONICOR à Mohéli.

cées par certains responsables de l'ONICOR, plusieurs versions circulent. L'une d'elles évoque une cargaison qui appartiendrait à une banque. Une autre affirme que cette commande aurait été passée sous la direction actuelle, tandis que celles effectuées sous l'ancienne direction devraient suivre un traitement différent. Des arguments qui peinent à

convaincre les commerçants concernés. Pour eux, une seule chose compte désormais : recevoir enfin les sacs de riz pour lesquels ils ont déjà engagé leur argent. En attendant, à Mohéli, les jours continuent de passer... et le riz de l'ONICOR reste, pour beaucoup, une promesse qui tarde à se matérialiser.

Riwad

CONFLIT AU MOYEN ORIENT :

Les opérateurs économiques se mobilisent pour anticiper les risques

Face à la guerre qui embrase le Moyen orient, les acteurs économiques du pays se sont réunis la semaine dernière pour réfléchir sur les voies et moyens d'anticiper les risques de rupture de stock des produits de première nécessité afin d'envisager les dispositions nécessaires pour minimiser les impacts. Lors de cette rencontre, les commerçants ont dévoilé leur crainte par rapport à la crise actuelle des produits pétroliers et la conservation des produits carnés.

La situation au Moyen Orient inquiète plus d'un, et a fortiori notre pays qui dépend presque exclusivement de l'extérieur. Ce qui a poussé les acteurs économiques à se réunir au siège de l'Union des chambres de commerce

(UCCIA) pour identifier les manques et prendre des résolutions pour prévenir l'impact de cette guerre à court et moyen terme. « Face aux incertitudes provoquées par la guerre en Iran et à ses potentielles répercussions sur les flux

commerciaux internationaux, on s'est retrouvé entre armateurs, importateurs, transitaires, distributeurs et organisations patronales pour anticiper d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement national » a déclaré Hamidou

Mhoma, élu de la Chambre de Commerce de Ngazidja. Et lui de poursuivre « nous avons partagé les informations disponibles et évalué collectivement les risques pour l'économie de notre pays. Certains commerçants ont rassuré l'arrivée des conteneurs des produits carnés. Mais leur crainte se base sur la crise énergétique. Car à défaut d'électricité la conservation des produits sera défectueuse », a-t-il prévenu.

Cette rencontre était l'occasion pour les acteurs économiques du pays de réfléchir sur plusieurs points parmi lesquels l'évolution du conflit et leurs incidences commerciales, l'analyse des impacts directs et indirects sur les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement, l'identification de potentielles tensions sur les produits stratégiques et de première nécessité, l'esquisse de

mesures susceptibles d'atténuer les perturbations et de limiter leurs effets sur la population.

Les opérateurs ont souligné aussi les risques liés à l'allongement des délais d'acheminement, à la hausse des coûts du transport maritime et à d'éventuelles difficultés d'accès à certains marchés fournisseurs. Selon la communication de l'Uccia, des rencontres similaires sont prévues à Mutsamudu et à Fomboni à travers les chambres consulaires locales, afin d'évaluer la situation dans sa globalité. Une démarche qui suppose aussi l'accompagnement immédiat et concret du gouvernement, pour tenter de maîtriser la flambée des prix et la spirale inflationniste qui pointe déjà à l'horizon.

Kamal Gamal



Les opérateurs réunis à l'UCCIA.

RÉFORME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT :

La FCC ouvre le débat citoyen sur la gouvernance

La Fédération Comorienne des Consommateurs (FCC) a organisé une table ronde consacrée à l'avenir des sociétés d'État, samedi 7 mars dernier. Cette rencontre, initiée par la présidente Nasrat Mohamed Issa, a réuni acteurs publics, experts, retraités et citoyens afin de dresser un diagnostic de ces entreprises publiques, d'analyser leur gouvernance et d'explorer des pistes de solutions pour améliorer les services offerts aux consommateurs.

Dans le cadre de la nouvelle réforme des sociétés d'État, la Fédération Comorienne des Consommateurs (FCC) a convié le public à un débat citoyen autour du thème : « Sociétés d'État : quel modèle de gouvernance pour demain ? ». Organisée sous forme de table ronde, la rencontre avait pour objectif de favoriser un échange ouvert afin que chacun puisse apporter son analyse et son expérience. Selon sa présidente, Nasrat Mohamed Issa, cette initiative vise avant tout à établir un diagnostic du fonctionnement des entreprises publiques. « Nous avons décidé de nous réunir pour faire un diagnostic sur ces sociétés et réfléchir collecti-

vement à leur avenir », a-t-elle expliqué. Les discussions ont été structurées en trois grandes phases : d'abord un diagnostic de la situation actuelle, ensuite une réflexion sur les questions de gouvernance et de gestion, et enfin la recherche de solutions pouvant améliorer leur performance et la qualité des services fournis aux citoyens.

Parmi les intervenants, l'ancien président de la FCC, Saïd Mohamed Mchangama, a salué cette initiative avant de partager son expérience et ses observations sur l'évolution des entreprises publiques dans le pays. Pour sa part, Mohamed Djalim, retraité, a estimé qu'il est essentiel de commencer par définir clairement ce qu'est une société d'État afin de mieux comprendre son rôle et ses responsabilités. « La première question à se poser est de savoir ce qu'est réellement une société d'État, afin de mieux expliquer ce qui s'y passe », a-t-il souligné. Le président de l'association des retraités, Andjib Ali Saïd, a quant à lui rappelé l'ampleur du sujet, appelant à une réflexion approfondie. Selon lui, l'un des problèmes réside dans l'accessibilité aux services publics. « Il n'existe pas toujours d'égalité dans l'accès aux services », a-t-il

déclaré.

Dans la salle, certains participants ont également mis en avant la question de la citoyenneté et de la gestion de l'intérêt collectif. L'un d'eux a estimé que les textes juridiques encadrant les sociétés d'État existent déjà, mais que les difficultés résident dans leur application. « Aux Comores, nous avons parfois des difficultés avec tout ce qui est collectif. Pourtant, lorsque l'on agit individuellement, les choses fonctionnent mieux. Le problème est aussi lié à la citoyenneté », a-t-il affirmé. De son côté, Abdourahmane Boina Boina, conseiller chargé du suivi et de l'évaluation au plan, a mis en lumière les différences entre entreprises privées et sociétés publiques, notamment en matière de recrutement et d'exigence de résultats. Selon lui, les sociétés privées fonctionnent souvent avec une pression de performance plus forte, ce qui influence leur mode de gestion. L'entrepreneur Kamal Abdallah a également plaidé pour un modèle de gouvernance hybride, combinant participation de l'État, du secteur privé et de la société civile. « Il existe des structures chargées de contrôler, mais sans volonté poli-



La FCC pour la réforme des sociétés d'Etat.

tique, rien ne changera. Un modèle hybride, où l'État resterait majoritaire tout en ouvrant la participation au privé et à la société civile, pourrait être une solution », a-t-il proposé. La consultante Samia Abdoulmadjid a pour sa part soulevé la question des recrutements dans les sociétés d'État et du rôle des dirigeants publics. Elle s'est interrogée sur la frontière entre fonction publique et entreprises publiques, estimant que cette distinction mérite d'être clarifiée.

À l'issue de près des échanges, la présidente de la FCC a salué la richesse des interventions. Selon Nasrat Mohamed Issa, l'objectif principal reste l'amélioration de la qualité des services fournis. « Nous

payons souvent des services très chers, parfois surtaxés, et il est frustrant de constater que la qualité n'est pas toujours au rendez-vous », a-t-elle déclaré. Elle a également indiqué que les contributions recueillies serviront à élaborer un mémorandum qui sera transmis aux autorités compétentes. Il s'agit de proposer des pistes concrètes pour améliorer la gouvernance des entreprises publiques et garantir des services de meilleure qualité aux citoyens. Pour la FCC, cette démarche citoyenne marque une première étape vers une réflexion plus large sur l'avenir des sociétés d'État et leur rôle dans le développement du pays.

Mohamed Ali Nasra



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET
DEMANDE DE COTATIONS

Reference: KM-AEP SONELEC-540913-GO-RFQ

Intitulé du marché : Fourniture et installation de matériel informatiques pour les utilisateurs du nouveau Système Informatique de Gestion (SIG/ERP) de la SONELEC.

Émis le 05 Mars 2026

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale pour financer le coût du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du déploiement d'un nouveau Système Informatique de Gestion (SIG/ERP) de la SONELEC qui s'inscrit dans le cadre de la composante relative à l'amélioration des performances opérationnelles de la SONELEC.

L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) invite, par la présente, les soumissionnaires de pays éligibles à remettre des offres sous pli fermé, pour la Fourniture et installation de matériel informatiques destiné aux utilisateurs du SIG de la SONELEC.

La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une Demande de Cotations (DC) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » de Juillet 2023 de la Banque Mondiale (« le Règlement de Passation des Marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires éligibles tels que définis dans le Règlement de Passation de Marchés.

Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier de Demande de Cotations (DC) dans les bureaux de l'Agence d'Exécution du Projet PAESC durant les heures de bureau entre 9:00 et 14:00 heures à l'adresse indiquée ci-dessous.

Le Dossier de Demande de Cotations en français peut être obtenu par tout soumissionnaire éligible intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous. Le DC sera adressé par courrier électronique.

Les Cotations doivent être livrées à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 19 Mars 2026 à 14:00 heure locale**. La passation de marchés électronique « **ne sera pas** » autorisée. Les Propositions tardives seront rejetées. Les enveloppes seront ouvertes au public en présence des représentants désignés des soumissionnaires et de toute personne qui choisira d'y assister, à l'adresse ci-dessous **le 19 Mars 2029 à 14:00 heure locale**.

Les Cotations doivent être accompagnées d'une garantie de Soumission d'un montant de Trois pourcent (3%) du montant de chaque soumission.

L'adresse mentionnée ci-dessus est :
Agence d'Exécution du Projet (AEP)
Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores
Mr Naoildine Houmadi ; Coordonnateur
Bâtiment projet PAESC, SONELEC Volo volo,
Quartier Coulée, MORONI, Union des Comores
Téléphone : +269 763 1094 / 3339800
Courriel : aep.paesc@gmail.com

CÆLACANTHES :

L'ère Hubert Velud débute

Une nouvelle page s'ouvre pour la sélection nationale des Comores, les Cœlacanthes. Après deux ans sous la direction du technicien italien Stefano Cusin, la Team Comores voit arriver, le mercredi 4 mars dernier, un nouveau sélectionneur à sa tête, Hubert Velud, appelé à conduire l'équipe vers la prochaine Coupe d'Afrique des Nations prévue en Afrique de l'Est en 2027. Éliminés dès la phase de groupes et sans inscrire le moindre but lors de leur dernière compétition, les Verts doivent rebondir dès ce mois de mars avec leur participation aux FIFA Series, prévues au Kazakhstan, si toutefois le tournoi se tient compte tenu de la situation au Proche et au Moyen-Orient.

Né en 1959 à Villefranche-sur-Saône, Hubert Velud a d'abord été joueur professionnel dans sa jeunesse. Il a évolué principalement en France, notamment au sein du mythique club du Stade de Reims, où il totalise près de 400 matchs au niveau professionnel. En 2001, il obtient la licence d'entraîneur professionnel de football (UEFA Pro). Ce diplôme, ainsi qu'un certificat de formateur

obtenu en 1992, lui ont permis d'entamer une carrière d'entraîneur en France. Il dirige d'abord le Paris FC de 1990 à 1999, avant de conclure son passage dans l'Hexagone en 2005 en devenant entraîneur principal de l'US Créteil-Luistans en Ligue 2. À partir de 2009, Hubert Velud entame un long parcours sur le continent africain. Il devient notamment sélectionneur des Éperriers du Togo lors de la tragique Coupe d'Afrique des Nations 2010 organisée en Angola.

Après le Togo, le technicien français rejoint le championnat algérien, où il réalise plusieurs passages remarquables. Avec l'Es Sétif, il remporte le championnat et est élu meilleur entraîneur de la saison 2012-2013. Il prend ensuite les rênes de l'USM Alger, avec laquelle il décroche à nouveau le championnat, la Supercoupe d'Algérie et un second titre de meilleur entraîneur consécutif. En 2015, il termine son passage en Algérie en signant pour une saison au CS Constantine. L'année suivante, il rejoint le TP Mazembe de Moïse Katumbi à Lubumbashi. Avec le club congolais, il réalise un quadruplé historique en remportant la Coupe de la CAF, la Supercoupe d'Afrique, le championnat de la RDC et la



Hubert Velud, appelé à conduire l'équipe nationale.

Supercoupe nationale.

Par la suite, Velud poursuit son aventure en Tunisie avec l'Étoile Sportive du Sahel, qu'il mène jusqu'en demi-finale de la Ligue des champions de la CAF, éliminée par le club égyptien d'Al Ahly. En 2019, il effectue un bref retour en Algérie pour entraîner la JS Kabylie, avant de prendre la tête de

la sélection du Soudan entre 2020 et 2021, avec à la clé une qualification pour la CAN 2021. Entre 2022 et 2024, il dirige la sélection du Burkina Faso, qu'il conduit jusqu'en huitième de finale de la CAN 2023 disputée en Côte d'Ivoire. Avec une longue expérience sur le continent africain, Hubert Velud arrive aux Comores avec le profil

d'un entraîneur chevronné, habitué aux compétitions continentales. Son expérience de formateur pourrait également s'avérer précieuse pour accompagner la transition au sein des Cœlacanthes, marquée par l'émergence d'une nouvelle génération de joueurs majoritairement âgés de moins de 30 ans.

Imtiyaz

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

« PROJET GOUVERNANCE, PAIX ET STABILITE (GPS) »

SERVICE DE CONSULTANTS

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N° COI/GPS/DDP/001-2026

RECRUTEMENT D'UN (E) ASSISTANT(E) LOGISTIQUE ET COMMUNICATION (ALC)

La Commission de l'océan Indien en sigle, COI, (ci-après nommé "le Client") a reçu un financement auprès de l'Agence Française de Développement (ci-après nommée l'"AFD"), pour couvrir le coût du projet « GOUVERNANCE, PAIX ET STABILITE » (GPS) », et entend affecter une partie du financement aux paiements relatifs au Contrat pour lequel le présent appel à candidature est émis.

La Commission de l'océan Indien, invite les Candidats à manifester leur candidature à fournir les services décrits ci-dessus.

Cet appel à candidature s'adresse aux Consultants Individuels. Le poste sera basé au Siège de la COI si à Ebène, Maurice. L'Assistant (e) Logistique et Communication est membre de l'unité de gestion de projet dirigée par le Secrétariat de la COI et animée par une Cheffe de Projet basé au siège de la COI.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de

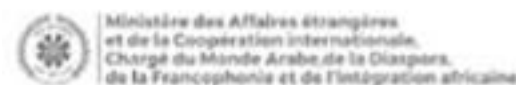
prestations récentes et similaires et qu'ils sont également en règle vis-à-vis de l'administration fiscale de son pays.

Les consultants intéressés peuvent télécharger le dossier complet de l'appel à candidature comprenant les termes de référence à l'adresse internet suivante : www.coi-ioc.org ou obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous pendant les heures de bureau suivantes : de 8h30 à 16h30.

Les candidatures doivent être soumises dans une enveloppe scellée contenant l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées au plus tard (délai de soumission de **21 jours**) le **16/03/2026 à 16h00 (heure de Maurice)** avec la mention « **Recrutement d'un(e) Assistant (e) Logistique et Communication pour le projet GPS** » à l'adresse mentionnée ci-dessous

Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien
Blue Tower, 3ème étage, Institute Road, Ebène, Maurice
Tel : (230) 402 6100
Email : smc@coi-ioc.org; marc.maminiana@coi-ioc.org

Pour le Secrétariat de la COI,
le Chargé de Mission
Marc MAMINIINA



AVIS DE MARCHÉ / Projet Diaspora

NATURE DU MARCHÉ : SERVICE

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Mission d'évaluation finale du projet d'appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes

FINANCEMENT : Groupe AFD

DESCRIPTION DES COMPOSANTES DU PROJET DIASPORA

* **Composante 1** : Renforcement du cadre institutionnel de mobilisation et d'engagement avec la diaspora comorienne

* **Composante 2** : Accompagnement de 80 entrepreneurs issus de la diaspora sur le double espace entrepreneurial France/Comores

* **Composante 3** : Le capital humain de la diaspora comorienne et son potentiel est valorisé et permet de contribuer au développement socio-économique du pays

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Toute personne morale non exclue des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans les termes de référence.

Profil de l'équipe d'évaluation : la mission sera réalisée par un binôme d'expert.e.s indépendant.e.s et/ou par un cabinet, disposant des compétences avérées suivantes, au sein de son équipe :

- K1- Expert international, chef de mission)
- K2- Expert international ou national associé

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Les critères de notation des offres se feront comme suit :

- **Critère 1** : prix des prestations de 20 points maximum
- Critère 2 : Qualité technique de 80 points maximum

Une note globale (NG sur un maximum de 100 points) sera attribuée à chaque offre, évaluée techniquement et financièrement. Le(s) soumission-

naire(s) ayant obtenu la note globale la plus élevée seront considérés comme ayant fourni l'offre techniquement la plus avantageuse et se verra(ont) attribuer le marché où il(s) aura(ont) obtenu la note globale la plus élevée.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

PROCÉDURE

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 au R. 2123-7 du CCP.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande en écrivant à log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse email log.comores@expertisefrance.fr au plus tard **5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres. La date limite de soumission est fixée au **16/03/2026 à 18h00 (heure de Paris)**.

PROCÉDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr



Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique

PLAY International Comores

Projet d'appui à la Promotion de l'Education Physique et Sportive (PEPS 2)

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL (AAO) FOURNITURE DE KITS SPORTIFS

Date de publication : 09 mars 2026

Date limite de soumission : 04 mai 2026

Référence : Projet d'appui à l'Education Physique et Sportive phase 2 (PEPS 2).

AOI No: PEPS2-AOI-KS-001

1. Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement, de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MENERSFIP) avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), met en œuvre le Projet d'Appui à la Promotion de l'Education Physique et Sportive phase 2 (PEPS 2). Ce projet est réalisé avec le soutien de l'ONG PLAY International, désignée par le MENERSFIP comme maître d'ouvrage délégué. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, une partie des fonds alloués sera destinée à l'acquisition de kits sportifs, nécessitant le lancement d'un appel d'offres pour leur fourniture.

2. PLAY International invite les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres pour la fourniture de ces kits sportifs dans

le cadre du projet PEPS 2. Les soumissionnaires peuvent obtenir le Documents d'Appel d'Offres (DAO) auprès de **PLAY International, sise au Boulevard Karthala, en face de la Cour Suprême, Moroni, Petite Coulée, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h00**, ou sur demande écrite à l'adresse : bureau-comores@play-international.org .

3. La date limite de soumission des offres est fixée au **04 mai 2026 à 15h00 (heure locale)**. Les offres devront être déposées sous pli fermé à l'adresse de **PLAY International à Moroni, sise au Boulevard Karthala, en face de la Cour Suprême, Moroni, Petite Coulée**, ou transmises par courriel à l'adresse suivante : bureau-comores@play-international.org . Les offres doivent comprendre une déclaration de garantie de soumission.

4. Les instructions aux soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'AFD. Les offres doivent comprendre une déclaration de garantie de soumission.